



Un communicant aux accents libéraux à la tête du gouvernement

Suite à la "démission" d'Elisabeth Borne, Gabriel Attal vient d'être nommé Premier ministre par le Président de la République.

Le gouvernement Borne restera marqué par des réformes brutales qui ont fait reculer les droits sociaux et par un mépris caractérisé pour la démocratie sociale, qui abîme la démocratie tout court : recul de l'âge de départ en retraite à 64 ans, casse des lycées professionnels, réformes de l'assurance chômage et du RSA, augmentation des subventions aux entreprises sans contreparties, loi immigration élaborée sous la dictée de l'extrême droite... la liste est longue des reculs que ce gouvernement a mis en œuvre pour préserver les intérêts des puissants au détriment de l'intérêt général.

Le court passage de Gabriel Attal au ministère de l'Éducation nationale a été emblématique d'une volonté de flatter la frange réactionnaire de l'opinion, le plus souvent contre les attentes des personnels et de l'intérêt général. En poursuivant la mise en œuvre d'une réforme du lycée professionnel qui va à l'encontre des besoins de la société, en proposant des dispositifs à fort impact médiatique mais à rebours des besoins des élèves et qui renforcent le tri social, en refusant de poursuivre la dynamique de revalorisation salariale à peine engagée par ses prédécesseurs, Gabriel Attal, en tant que ministre, a beaucoup communiqué mais peu agi pour renforcer le service public. Les besoins du système éducatif pour faire face aux inégalités sont pourtant immenses.

Fera-t-il autrement en tant que Premier ministre ? Il est permis d'en douter car une réforme de la Fonction publique est déjà annoncée. La FSU s'inquiète d'une nouvelle étape de dynamitage du statut qui pourrait être programmée par le nouveau gouvernement. Le pays a besoin de services publics confortés et financés à hauteur des besoins, avec des personnels enfin reconnus. Cela passerait par une décision immédiate et urgente de revalorisation du point d'indice de 10% et une programmation salariale ambitieuse.

La FSU appelle d'ores et déjà à se mobiliser par des manifestations contre la loi immigration les 14 et 21 janvier, par la grève dans l'Éducation le 1er février, par la grève féministe et les actions en faveur de l'égalité professionnelle le 8 mars et en préparant une action de l'ensemble de la Fonction publique au mois de mars.